

éditorial

**BENITO PEREZ**

## DANS LA RUE POUR LE DROIT AU LOGEMENT

**A** Genève, la pénurie de logements bon marché fait désormais partie de ces plaies endémiques qu'il paraît aussi absurde de combattre que la bise noire ou les bancs de stratus. La tiédeur de la campagne électorale en est la démonstration. Qui croirait que des milliers de Genevois ont dû s'exiler pour ne pas verser le tiers de leur revenu dans le tonneau des Danaïdes, pardon! dans la poche de leur bailleur? Qui imaginerait que la plupart des résidents ne peuvent plus déménager de peur de doubler ou tripler leur loyer?

A entendre les échos de la campagne, personne ne se douterait que le canton vit la pire crise locative de son histoire, pourtant mouvementée en la matière. Bien sûr, l'affaire est complexe, les données objectives du problème – exigüité du territoire, coûts de construction élevés, développement économique soutenu – bien réelles. Les adeptes traditionnels du «yaka» s'y ridiculisent plus vite qu'à leur tour, à l'instar du MCG qui prône une «préférence cantonale» impossible à imposer aux privés et déjà en vigueur dans le public!

Relayé par la droite, le discours sur les prétendus blocages de la gauche ne passe plus. A la tête du Dé-

partement depuis huit ans, dominante au parlement depuis trois législatures, l'Entente est nue face à la pénurie de logements bon marché. La surproduction de bureaux et d'appartements en loyer libre ou à la vente lui est pleinement imputable. De même que cette politique de colonisation du bout du lac par les entreprises transnationales.

Des choix politiques avec des conséquences concrètes que la majorité bourgeoise cherche à dissimuler, de façon presque comique, derrière une poignée de surélévations contestées dans des quartiers déjà surpeuplés. Le procès est d'autant plus ridicule que l'on sait la quasi-impossibilité de faire pousser, sur les communes dominées par l'Entente, autre chose que des villas ou des immeubles nains.

Echec ou politique délibérée? Chacun jugera. Une chose est sûre: la situation fait le beurre des régisseurs et des promoteurs immobiliers, qui ont vu les débours moyens de leurs locataires doubler depuis 1996 sans aucune autre raison que l'assèchement du «marché».

A gauche, la peur chez certains d'employer des «gros mots» – réquisition, préemption, expropriation –

participe à ce jeu de dupes. Le culte du consensus n'est pas seul en cause, la propagation des poncifs libéraux au sein même de l'Alternative l'est tout autant. Or de «marché» du logement, il n'y a plus depuis longtemps, ne reste qu'une gigantesque prise d'otages de centaines de milliers de locataires.

Pour y mettre un terme, l'Etat n'a d'autre choix que de prendre les choses en mains, se faisant tour à tour régulateur, acquéreur foncier et, parfois, promoteur immobilier. Un impératif stratégique qui peut aussi se révéler une bonne affaire, comme nous le confiait récemment le municipal socialiste Grégoire Junod, pour qui le parc de logements de la Ville de Lausanne, pourtant à caractère social, constitue un excellent placement financier!

Samedi, sous l'impulsion des associations de quartier, une manifestation parcourra les rues de Genève<sup>1</sup> dans l'espoir de réveiller la campagne et d'y mettre en son cœur le droit au logement. Souhaitons qu'elle secoue aussi les Genevois pour qu'ils élisent des parlementaires déterminés à le réaliser!

<sup>1</sup>14h, place des Alpes.